Déclaration de l'Unsa Éducation
CTSD 07 du 5 septembre 2017

Pour l'Unsa Education, cette rentrée 2017 est une rentrée sous tension.

En quelques semaines, notre ministre a sérieusement entamé son crédit notamment auprès des professeurs des écoles par ses annonces provocatrices.
Cette tension est avant tout politique. Elle est créée artificiellement par le ministre lui-même.

Quel besoin de stigmatiser les méthodes d'apprentissage de la lecture ? La réalité prouve depuis plusieurs décennies que la méthode globale déployée comme seul apprentissage de la lecture n'a plus cours.
Quel intérêt à pointer le « pédagogisme » , synonyme sous entendu d'échec par laxisme qu'il oppose à son « pragmatisme », vecteur de réussite ? Faut-il bannir la pédagogie de l'école ?

Avait-on un besoin urgent d'évaluations nationales en CP ? Depuis cette annonce, nous devons être à 4 ou 5 courriels d'information de modifications apportées par le ministère. Les enseignants n'arriveraient pas à évaluer les besoins de leurs élèves sans ces résultats binaires ?
Depuis la mise en place des cycles, nous avons essayé de dédramatiser l'année de CP auprès des familles ; de laisser le temps aux élèves de s'installer et d'entrer dans les apprentissages. Aujourd'hui, le ministre met la pression en parlant de 100% de réussite au CP et de redoublement.

La mise en place des CP à 12 élèves par classe ne concerne pas notre département. Réussir à mettre en grève des enseignants comme dans le Rhône en diminuant les effectifs par classe ! Si le sujet n'était pas grave, on pourrait apprécier la prouesse.

Dans nos déclarations nationales depuis son arrivée, nous avons demandé au ministre de gagner la confiance des personnels. C'est visiblement raté et le flou entretenu par le ministre des comptes publics sur la mise en place des mesures PPCR ne fait que renforcer la défiance envers ces interlocuteurs.

Nous abordons enfin avec la plus extrême gravité la suppression des contrats aidés.
Apprendre à la veille de la rentrée la disparition de l'emploi de secrétaire administratif, de personnels d'encadrement dans les cantines, les garderies, les activités périscolaires ou annoncer que l'aide à la scolarisation d'un élève en situation de handicap n'est plus accordée ou fortement remaniée, voilà de quoi révolter l'ensemble de la communauté éducative. Les besoins sont là et n'ont pas baissé. Les parents et les élèves ont toujours besoin de cantine et de garderie. Des élèves dont la notification MDPH est ancienne restent toujours à cette rentrée sans AESH à leur coté. Les directeurs et directrices d'école ont toujours besoin d'un secrétariat administratif pérenne.
Dans le département hier, les situations de tensions et de désorganisation ont été nombreuses pour une journée de rentrée.
Les personnes dont le contrat n'a pas été renouvelé pour réaliser ces économies se retrouvent brutalement avec Pole Emploi pour seul horizon. L'Unsa Education n'acceptera pas un tel traitement de ces personnels.